

LA COMPAGNIE DES MINES DE PROVENCE ET L'EXPLOITATION DU PLOMB ARGENTIFÈRE DE LA GARDE-FREINET AU XVIII^e SIÈCLE

La Provence n'a jamais été une grande région de mines et minières. L'histoire industrielle provençale concerne essentiellement la bauxite du bassin de Brignoles et les gisements de charbon du bassin de Gardanne et des Bouches-du-Rhône. Pourtant de nombreux gisements ont été exploités avec un peu partout le même scénario qui se répète jusqu'au xx^e siècle : découverte d'une mine, entreprises artisanales, voire de type capitaliste, qui se heurtent à la mauvaise qualité des minerais, des filons peu ou pas exploitables entraînant des déboires financiers, l'abandon de l'exploitation puis la fermeture des mines¹.

LA SITUATION DES MINES EN PROVENCE AVANT LE XVIII^e SIÈCLE

Beaucoup de mines étaient connues depuis la plus haute antiquité selon le comte de Villeneuve-Flayosc : « Les filons de La Moure, ceux de la Reille (Maures d'Hyères) ont été l'objet de travaux importants ; leur délaissement paraît avoir coïncidé avec la découverte de l'Amérique² ». Au Moyen Âge quelques actes témoignent de cette activité minière comme le gisement de fer découvert à Six-Fours en 1459 par Etienne Rodelhat³ qui obtient de l'abbé de Saint-Victor, seigneur du lieu, un monopole d'exploitation moyennant une redevance d'un dixième des revenus. Noël Coulet a retrouvé une autorisa-

1. Cette étude est principalement tirée de notre mémoire de maîtrise *Une entreprise économique nobiliaire au XVIII^e siècle : la compagnie des mines de Provence*, université de Paris-Sorbonne, 1980. Les sources proviennent essentiellement des Archives d'Agay (A.A.)

2. Hippolyte, comte de VILLENEUVE-FLAYOSC (1803-1874), polytechnicien, ingénieur des mines (1822), ingénieur en chef du département du Var, puis directeur de l'Institut agronomique, auteur de la *Description minéralogique et géologique du Var*, Paris, 1856, chapitre : « Applications industrielles de la géologie », p. 502 sv.

3. Bruno DURAND, « Une mine de fer à Six-Fours » dans *Congrès de Toulon, 10-15 avril 1928* de l'Institut Historique de Provence, Marseille, 1929, p. 223-230.

tion du roi René de 1470 accordée à Gilbert Dauthon, prieur de Gardanne et Henri de Monnet d'Embrun pour exploiter les mines d'or et d'argent du comté⁴.

Au XVI^e siècle, les documents deviennent plus abondants. Pourtant, Pierre de Quiqueran-Beaujeu, dans son *De laudibus Provinciae* de 1551 écrit « Il y a bien quelque chose qui nous manque en Provence : les minerais. Il est vrai qu'on ne creuse la terre nulle part pour les trouver, mais ce n'est pas parce qu'on ne les cherche pas qu'il n'y en pas. Pour parodier Tacite parlant des mines de Germanie, on pourrait dire : « Notre Provence, qui la fouille ? ». Il explique ensuite que la terre provençale étant grasse et fertile, les Provençaux n'ont pas besoin de gratter et fouiller leur terre comme les pauvres Anglais et Allemands ! Sans doute ce prélat courtisan ne connaissait de la Provence que sa ville d'Arles et son terroir⁵. En 1525, Antoine de Barras, obtint du Roi l'autorisation d'y exploiter une mine de plomb à Claret⁶. Une fonderie de fer et de cuivre aux Ferrières du Muy, terre des Rascas, qui possédaient également un martinet d'airain et de fer dans leur seigneurie du Cannet, est exploitée en 1570 par des Piémontais⁷. L'exploitation des mines de charbon du bassin houiller de Gardanne-Fuveau, dans les Bouches-du-Rhône initiée au XV^e siècle se développe à Valdonne, commune de Peypin. La famille des négociants marseillais Roux, acquéreurs des mines et les seigneuries, poursuivit avec succès cette exploitation du début du XVII^e au XX^e siècle, entraînant « la mise en valeur dans la région de nombreuses mines restées jusque là improductives »⁸.

En ce qui concerne le plomb et l'argent, Anne-Françoise Garçon dans sa thèse sur les métaux non ferreux en France aux XVII^e et XVIII^e siècle explique que jusque dans les années 1640 « Il n'existait aucune exploitation minière digne de ce nom dans le royaume de France. Le minerai de plomb était récolté, ici et là, au hasard de vieux travaux ou dans ces minières ouvertes par les paysans à même leurs champs »⁹. Cette exploitation disparut au milieu du seizième siècle avec la concurrence de l'argent américain des mines mexicaines et péruviennes. En outre, le démantèlement des monastères anglais par Henri VIII eut pour effet secondaire un déstockage massif du plomb qui leur

4. Noël COULET, « Prospections minières en Provence à la fin du Moyen Âge » dans *Congrès des Sociétés savantes de Saint-Étienne*, section Histoire médiévale et Philologie, 1973 (paru 1975), p. 159-168. Voir aussi « Une concession minière au temps du roi René », dans *Provence historique*, 1993, p. 279-288.

5. *Louée soit la Provence*, Arles, 1999, p. 195.

6. Joseph BILLIQUOD, « Les mines de plomb des Basses-Alpes », dans *Provence Historique*, 1958, p. 42-52.

7. *Op. cit.*, p. 298.

8. Henri de GÉRIN-RICARD, « Mines et mineurs d'autrefois et d'aujourd'hui. Etude économique sur les charbonnages de Provence du XV^e au XIX^e siècle » dans *Répertoire des travaux de la société de statistique de Marseille*, Tome 43^e, 1906/07, p. 203.

9. Anne-Françoise GARÇON, *Les Métaux non ferreux en France au XVIII^e et XIX^e siècles (Ruptures, blocages, évolution au sein des systèmes techniques)*, thèse de doctorat d'histoire de l'EHESS, Paris, 1995, p. 48-49.

servait de toiture, ce qui entraîna une chute des prix dans les années 1530-40. Les mines françaises cessèrent d'être rentables et les guerres de religion leur portèrent un coup ultime. L'édit de 1601 confirma la propriété des mines aux propriétaires de la surface et les seigneurs hauts justiciers d'un fonds soumis à la tasque percevaient le 10^e du fruit¹⁰.

En Provence, dès 1602, Armand Monier, seigneur de Thoard, conseiller à la Cour des comptes d'Aix, est envoyé en inspection des mines de cuivre, fer et plomb exploitées par des gentilshommes locaux, des Allemands et Italiens, en haute Provence.¹¹ Une société est créée à l'instigation de Gaspard de Gombert, seigneur de Verdaches pour les mines du Vernet, de Verdaches, Saint-Gêniez et Villeveille qui fonctionnait encore en 1644. En 1604 Claude du Caire est « entrepreneur général des mineries de France, Dauphiné, Languedoc et Provence » tandis que Pierre d'Arène, de Toulon obtint l'exclusivité de la prospection des mines de Provence. Le 20 février 1613, on trouve la nomination de Claude de Farges, capitaine des galères du Roi, comme « directeur général de mines de Provence ». ¹² En 1614, François Piolle, de Manosque obtient du lieutenant général des mines de France le privilège de l'exploitation des mines de haute Provence. Enfin en 1646, Nicolas Saboly, bourgeois de Paris, recevait un privilège exclusif pour neuf ans pour l'ouverture de toutes les mines d'or, d'argent, de cuivre, étain, plomb et antimoine en Provence. Il semble qu'il ne s'ensuivit aucune activité ou découverte. À la fin du XVII^e siècle, M. de Villeneuve-Beauregard obtint une concession pour les mines de cuivres de sa terre de Daluis, aujourd'hui dans les Alpes-Maritimes¹³.

Beaucoup de ces filons ont été découvert souvent par hasard. Ce n'est qu'à la fin du XVII^e siècle et au début du XVIII^e siècle qu'eurent lieu des recherches un peu systématiques dans les montagnes susceptibles de recéler des mines et minerais lors de la relance de l'activité minière. La grande reprise, démontre Anne-Françoise Garçon, date des années 1730-1740. Indispensable au bâtiment (toitures et conduits), le plomb était également nécessaire à la marine et aux armées. « Fourni prioritairement par l'Angleterre, il manquait à l'État autant que le métal précieux. Les motivations des diverses reprises furent donc prioritairement politiques et les relances contemporaines sont issues tour à tour du colbertisme, de l'accueil sur le sol français des jacobites, de la guerre de succession de Pologne. À partir de 1740, l'investissement minéro-métallurgique – centré sur la production de métal précieux fut pris à son compte par la banque huguenote qui le réorganisa et en assura la stabilité.¹⁴ ».

10. Louis VENTRE DE LA TOULOUBRE, *Collection de jurisprudence*, Avignon, 1773, T. I, p. 92.

11. Joseph BILLIQUOD, *op. cit.*, p. 44.

12. Cf. Frédéric d'AGAY, *La Provence au service du Roi (1637-1831), officiers des vaisseaux et des galères*, Paris, 2011, T. II, p. 708-09.

13. Cité par Gilbert MARI, « Le cuivre natif dans les Alpes-Maritimes », dans *Riviera scientifique*, 1995, p. 33-44.

14. Anne-Françoise GARÇON, *op. cit.*, p. 49.

SITUATION GÉOLOGIQUE DU MASSIF DES MAURES

Le massif des Maures est un massif montagneux de la Provence maritime, située dans le département du Var, entre Hyères et Fréjus qui fait partie, avec les massifs voisins du Tanneron et de l'Estérel, du relief de la Provence cristalline. Pour l'essentiel, les roches du massif des Maures sont des roches très anciennes formées entre la fin du Protérozoïque et la fin du Paléozoïque. Il s'agit de roches cristallophylliennes et cristallines. On distingue plusieurs groupes de minéralisations dans ce massif : La Londe et aux Bormettes (zinc, plomb et argent, galène-alquifoux et pyrite), le groupe de Faucon-Largentière (galène, quartz, fluorine, calcite, pyrite), et l'ensemble de Saint Daumas-Pic Martin – Vaucron, Antibou à La Garde-Freinet – (fluor, plomb et argent). Il y a aussi des gisements de fer à Collobrières et en différents endroits souvent appelés Ferrières (Sauvebonne, Belgentier, Méounes) comme les sites des filons d'argent sont dénommés l'Argentière.

Dezallier d'Argenville dans son *Histoire naturelle* donne en 1755 une liste des gisements des Maures et de Provence¹⁵. La carte minéralogique de la France de Guettard (1784) indique dans les Maures des gisements de plomb et de « schiste talqueux »¹⁶ ! Villeneuve-Flayosc, écrivait en 1850, que « les sulfures de fer, antimoine, cuivre, plomb, zinc, argent forment soit de très petits vides, soit des veines, soit des portions régulières de filon¹⁷ » mais en quantités minimes, dans le massif des Maures.

LES PREMIÈRES EXPLOITATIONS DES MINES DES MAURES

En 1478, des Lettres royaux donnent une autorisation décennale pour rechercher les minerais du terroir du Luc¹⁸, proche des lieux que nous étudions. Jean Ferrier, de Fréjus reçut la permission de fouiller les mines d'or, d'argent et autres des territoires du Cannet, du Luc, de La Garde et de Grimaud en 1532. On trouve ensuite Antoine de La Vergue et Barthélémy Sais associés pour la découverte de mines en Provence. Ils vendent du vernis (alquifoux) issue d'une mine découverte près de La Garde-Freinet entre 1609 et 1613. En 1627, Claude Boëtet, avocat au parlement de Paris est autorisé à rechercher des mines dans les terroirs de La Garde-Freinet, du Cannet, de Grimaud et de Pierrefeu.¹⁹

Un des premiers entrepreneurs de la reprise de la fin du XVII^e siècle fut Melchior Reboul, fermier de la glace à Toulon qui tenta d'exploiter les mines

15. Paris, 1755, p. 464-470.

16. Renseignement fourni par M. Jacques Mille.

17. *Description minéralogique et géologique du Var et des autres parties de la Provence avec application de la géologie à l'agriculture au gisement des sources et des cours d'eau*, Paris, 1856, p. 502 et sv.

18. Cité par Noël COULET, « Prospections minières... », *art. cit.*, 165. AD BDR, B 18, Fol. 53.

19. AD BDR, B 1257, 85, 93. Renseignement fourni par M. Albert Giraud.

des Maures dans les années 1690/1710²⁰. André-Louis Reboul, probablement son fils, obtint une concession de la Grande maîtrise des mines et minières de France aux environs de 1712. Il prit le titre de directeur des Mines de Provence et, associé au Sr Rey et au Sr Lance, officier des mines, il dressa un état des mines de la contrée. Il découvrit les mines de plomb argentifère de Vaucron et Colle-Rousse à la Garde-Freinet, de Tapolarin et Bagarri à Sainte-Maxime. Il les exploita en y dépensant de 8 à 10.000 livres sans succès et se retira au bout de quelques années. Vers 1705, le Sr Masson, découvrit une mine au Luc, au lieu-dit les Mayons. Il y fit de grandes dépenses, soutenu par le comte du Luc, de la maison de Vintimille, fit venir des ouvriers d'Allemagne, bâtit une fonderie. Mais la qualité du plomb était très mauvaise et les opérations de fonte mal effectuées. Le Sr Masson mourut criblé de dettes et la mine fut abandonnée. Le comte du Luc reprit le travail à son compte et se résigna à le vendre en alquifoux qui est le vernis des potiers à terre, principal débouché des mines de plomb provençales. Au milieu du XVIII^e siècle cette mine était toujours exploitée avec succès, l'alquifoux vendu dans toute la province et les contrées voisines. Parallèlement, une société pour l'exploitation des mines de cuivre, étain, plomb etc. « dans tout l'étendue des vigueries et sénéchaussées de Draguignan et Guillaumes en Provence » se constituait en 1707 sous l'égide du financier Pierre Bourgeois²¹.

Vers 1730 on signala la découverte de plusieurs « mines de plomb tenant argent » à la Garde-Freinet, la Moure et aux environs. Un des seigneurs du lieu, M. d'Agay²², se rendit sur place pour recueillir des échantillons. Il acheta des ouvrages à Paris pour approfondir ses connaissances²³ et apprit d'un fondeur de cloches catalan, le procédé de la fonte et de la séparation de l'argent. Il fit même travailler sur des filons anciens et modernes pour tenter d'apprécier leur valeur. Il étendit son enquête à toute la province, envoyant par exemple au baron de Glandevès²⁴ un homme pour recruter les informations auprès des paysans et travailler dans les filons découverts pour préparer des « montres » qui portaient pour Draguignan où se faisaient des expériences de fonte²⁵.

20. Cf. Ada ACOVITSIOTI-HAMEAU « Boire frais : entre nécessité et spéculation » dans *De neiges en glaces, actes de la 1^{re} rencontre internationale sur le commerce et l'artisanat de la glace, Cahier de l'ASER*, suppl. au n° 5, 1994, p. 205-277.

21. Contrat du 30 septembre 1707. Pierre Bourgeois (1652-1727), receveur et payeur des gages des offices du bureau des Finances de Lyon, père du banquier Étienne Bourgeois de Boynes et grand-père du ministre de la Marine.

22. Jean de Giraud, seigneur d'Agay, co-sgr de La Garde et la Moure (1684-1769), capitaine général des gardes côtes de Fréjus (1720-1742), subdélégué de l'Intendant à Draguignan (1742), marié à Gabrielle de Roux, dame d'Agay en 1704.

23. Dont les traités du métallurgiste et médecin allemand du XVI^e siècle, Agricola.

24. Charles-François, baron de Glandevès et du Castellet (1688-1776), lieutenant de vaisseau, chevalier de Saint-Louis.

25. Il recollecta les indications de toutes nature sur les mines de Provence jusqu'en 1750. Les collections de minerais ne sont pas parvenues jusqu'à nous, des tableaux des mines existent toujours aux Archives d'Agay.

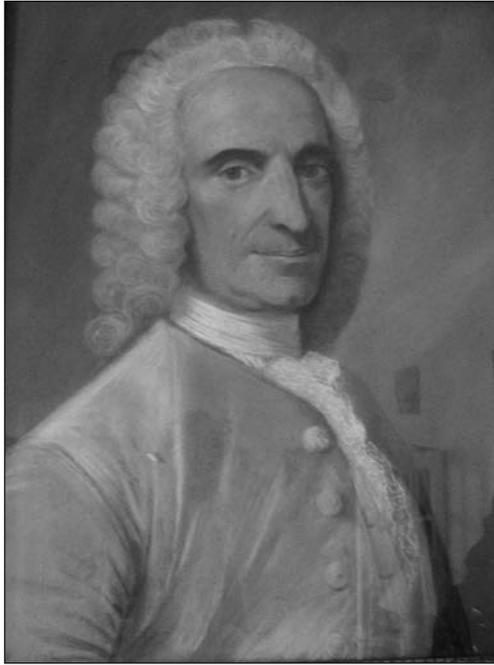


Fig. 3 – Portrait de Jean de Giraud, Sgr d'Agay et La Garde-Freinet (1684-1769) un des créateurs de la Compagnie des mines de Provence. (Collection privée)

LA MISE EN VALEUR DES MINES DE LA GARDE

Alors que l'opinion publique en Provence était unanime pour douter de la valeur des mines du pays, depuis les échecs des entreprises de Rey et Reboul, M. d'Agay se fortifiait dans ses idées d'exploitation et de mise en valeur des richesses souterraines du massif des Maures. Il commença à faire travailler aux mines de Valaury²⁶ et du moulin du Revest, dans le terroir de La Garde, qui était ouverte en 1734 à vingt pieds de profondeur. Elles lui paraissaient avoir une situation favorable par la proximité de hameaux et de moulins à eaux pour une fonderie et le lavage des matières. Il ne se cachait pas les difficultés d'une telle entreprise, pour trouver des gens entendus pour conduire le travail « C'est ce qu'on ne trouve pas dans cette province où on est guère au fait des mines ». M. d'Agay pensait faire venir des entrepreneurs d'Allemagne et, pour parer aux « dépenses considérables », former une compagnie²⁷.

Un des principaux obstacles était le système des concessions alors en vigueur. Sous l'Ancien régime, les seigneurs étaient libres d'exploiter les

26. M. d'Agay nomma un de ses fils cadets, le « chevalier de Valaury ».

27. A.A., V-C-2.

La concession de Martin O'Connor

Un gentilhomme irlandais dont on ne sait rien, Martin O'Connor³¹, très au fait des mines vint en France en 1731 pour chercher des gisements de mines et entendit parler « des fabuleuses mines d'argent de Provence ». Il était en très bons termes avec des banquiers et négociants anglais du continent, comme MM. Philips et James Warren³². Dans ces années 1730, la prospection minière reprit avec une ampleur inégalée, développée par les Irlandais et les réfugiés jacobites. « Pas une mine, pas un site susceptible d'exploitation qui y échappât. En tout point du territoire, l'on rencontre des « gentilshommes anglais », des « gentilshommes irlandais », des « compagnies anglaises ». À Pont-Péan, en Bretagne, Thomas Harrington est un associé de la Compagnie Danycan (...) En Alsace, David Floyd (...) obtenait « un privilège de fouiller et tirer les mines d'or, d'argent, de cuivre, de plomb et d'antimoine »³³. Ces exemples peuvent se multiplier pour toute la France et tous types de mines. Les « Anglais » avaient pour eux un savoir-faire technique et la réputation du fameux « plomb anglais ».

C'est probablement par l'appui de ce réseau anglais que M. O'Connor obtint en 1732 la nomination d'inspecteur des mines et minières de Provence où le privilège du Sr Reboul était tombé depuis 1730. Après un premier voyage en Provence, O'Connor sollicita une concession à la grande maîtrise. Le comte d'Osmond mit comme conditions qu'une compagnie devrait se former et qu'on prendrait son beau-frère le baron d'Anthenay sans mise de fonds³⁴. Ayant accepté, O'Connor obtint une concession perpétuelle de toutes les mines et minières de Provence par lettres patentes du 22 octobre 1732. Il forma en Angleterre une société de 60 parts de 50 livres sterling, en mars 1733, comprenant Sir Thomas Mackworth, baronnet³⁵, le brigadier général William Stuart³⁶, et Joseph Hambluston. Souscrivirent également le comte de La Saunière d'Ameysin³⁷, officier savoyard et protégé du duc de Bourbon, et le banquier Erasmus Philips. Ainsi 7 000 livres furent réunies auxquelles s'ajoutaient 20 000 livres de M. O'Connor. Il recruta une équipe de 12 ouvriers et s'installa en avril 1733 à Vaucron, terroir de La Moure où il avait décidé de commencer son exploitation tant par la teneur de la mine (60 % en plomb et 2 onces d'argent par quintal) que par la facilité de son extraction, aux confins de deux torrents et proche d'une petite plaine pour

31. Cf. Patrick CLARKE DE DROMANTIN, *Les Réfugiés jacobites dans la France du XVIII^e siècle*, Bordeaux, 2005, p. 295 sv.

32. James Warren, (mort à Marseille en 1758), émigré irlandais à Marseille est l'auteur des Warren de Pondichéry.

33. Cf. Anne-Françoise GARÇON, *op. cit.*, p. 80 sv.

34. Il eut ainsi des participations dans les mines de Provence, de Bretagne et d'Alsace.

35. Sir Thomas Mackworth, 4^e baronnet, membre du Parlement d'Angleterre, mort en 1745.

36. Brigadier General The Hon. William Steuart (mort en 1736) of Ballylane.

37. La famille Vulliet ou Veuillet, seigneur de La Saunière et d'Ameysin en Savoie.

construire des bâtiments. Cette exploitation commença avec assez succès, mais au début de la guerre fit peur aux associés anglais qui retirèrent tous leurs fonds de la compagnie à la fin de l'année 1733.

Dès le mois de juillet, M. d'Agay s'intéressant à cette installation se rendit en février 1734 à Vaucron et trouva « le travail important »³⁸. La mine avait alors trois puits de 50 pieds de profondeur, avec une galerie de 12 toises de longueur; l'eau souterraine était tirée par une pompe qui la renvoyait dans les lavoirs. Le travail s'y faisait jour et nuit par équipe. Dans les bâtiments déjà construits, il y avait une forge, un four, des logements. Il resta plusieurs jours, fit faire les opérations de fonte devant lui, se fit expliquer toutes les méthodes qui lui étaient inconnues, dressa des plans avec M. O'Connor et entreprit tout de suite de former une nouvelle compagnie avec lui. « De retour à Draguignan j'invitais plusieurs gentilshommes du voisinage de mes parents et amis à venir voir le travail. Quelques uns furent à la mine et prirent avec moi des engagements »³⁹.

La mise en place de la compagnie des mines de Provence

Le projet de société envoyé à ces gentilshommes, dénommé « Proposition pour la réception de nouveaux associés dans la compagnie minérale de Provence » vantait la richesse des gisements, l'habileté du travail entrepris et la nécessité de trouver de nombreux associés. Les actions déjà souscrites se répartissaient entre le baron d'Anthenay, qui avait six actions sans mettre de fonds, le banquier Erasmus Philips, qui avait avancé 3 500 livres pour six autres, le comte de la Saunière, qui avait avancé 1 500 livres pour trois et M. O'Connor, ayant déjà dépensé 20 000 livres, six actions. Ce qui faisait 21 actions déjà souscrites sur un capital de 60 actions sur la base de 1 000 livres chacune. Les 39 actions nouvelles furent proposées à 1 200 livres ce qui formerait un capital de 46 200 livres.⁴⁰ L'argent devait être versé soit à M. de Bergues⁴¹, soit chez le banquier genevois Isaac Vernet, à Marseille⁴². Ce document en poche, M. d'Agay contacta à nouveau ses parents et amis et revint en avril 1734 à Vaucron accompagné des premiers actionnaires, MM.

38. Lettre de M. d'Agay au comte de La Saunière, 18 octobre 1735, A.A., V-C-3.

39. *Idem*.

40. Outre les 4 000 livres dues par Philips et La Saunière.

41. Joseph de Bergues, prieur de La Garde (1725-1761), Cf. Albert GIRAUD, *Vie religieuse et municipale dans une commune de la basse-Provence, la Garde-Freinet aux XVII^e et XVIII^e siècles*, DEA d'histoire moderne, Aix, 1995.

42. Isaac Vernet (1700-1773), de la famille des banquiers genevois originaire de Seyne, se fixa comme négociant à Marseille où il fonda la banque Isaac Vernet et Cie qu'il transporta à Paris en 1737 et en fit une des premières maisons de la capitale qu'il laissa à Necker et Thélusson. Cf. Théodore VERNET, *Notice historique sur la famille Vernet 1659-1909*, Genève, 1911 qui reproduit son portrait p. 24 et Herbert LÜTHY, *La Banque protestante en France de la révocation de l'édit de Nantes à la Révolution*, Paris, 1961, T. II, p. 209-238.

de Peyrolles⁴³, de Canaux⁴⁴, de Taradeau⁴⁵ et Chapman⁴⁶. Il avait des ordres de souscription venus notamment d'Aix ou son cousin du Grou⁴⁷ s'employait à les réunir. Cette première réunion décida que M. d'Agay serait institué trésorier de la compagnie, et que toutes les actions seraient vendues 1 200 livres.

Les actionnaires de la compagnie des Mines de Provence

Après cette seconde entrevue, M. d'Agay souscrivit pour trois actions, son cousin M. de Callian⁴⁸ pour une, M. d'Augery⁴⁹ pour deux, M. de Peyrolles, pour deux, M. de Canaux pour une, M. de Rasque-Taradeau pour deux et M. Chapman pour une. Au mois de mai, M. du Grou envoya d'Aix son ordre de souscription pour deux et ceux du baron de Glandevès, de MM. de Beaurecueil⁵⁰, de Laugier⁵¹, Varion⁵² et Leguay⁵³ chacun pour une.

En juin, MM. de Brovès⁵⁴, de Lenfant⁵⁵, de Croze⁵⁶, de Laurens⁵⁷, du Grou du Castel⁵⁸ et du Grou de Sulauze⁵⁹ souscrivirent chacun pour une. Puis M^{me} de Raimondis d'Esclans⁶⁰ souscrivit pour une demi-action en juillet. Elle acheta une demi-action l'année suivante.

43. Henri de Laurens, seigneur de Peyrolles († 1762), fils d'un conseiller au Parlement, très riche, constructeur du château de Peyrolles actuel, un des grands seigneurs du siècle des Lumières en Provence.

44. Melchior de Raimondis, seigneur de Canaux (1698-1746), capitaine de cavalerie au régiment de Blaisois.

45. Joseph de Rasque, seigneur de Taradeau, La Rochette et Sallagriffon (1680-1749), 1^{er} consul de Draguignan en 1723, 1729, 1736. Il est le plus riche citoyen de Draguignan avec une fortune de 350 000 livres.

46. Joseph Chapman, écuyer, receveur du tabac à Draguignan.

47. André-Georges du Grou, seigneur de Sulauze, receveur général des Domaines et Bois de Provence en 1707.

48. Honoré de Lyle, sgr de Callian (1680-1768), 1^{er} consul de Grasse en 1712, cousin germain de M^{me} d'Agay.

49. François-Antoine d'Augery, procureur du Roi au siège de Draguignan, (1685-1769).

50. Jean-Joseph de Laugier, seigneur de Beaurecueil (1705-1780), conseiller au parlement de Provence en 1727.

51. Antoine de Laugier, subdélégué général de l'Intendance d'Aix, chevalier de St Michel.

52. Louis Varion (1662-1743), marchand ciergier et très riche bourgeois d'Aix, père de M^{me} de Laugier (notes généalogiques communiquées par Albert Giraud).

53. M. Legay ou Leguay, secrétaire de l'Intendance de Provence.

54. Joseph-Barthélémy de Rafélis, sgr de Brovès et St Roman (1686-1758), marié à Anne-Marguerite de Glandevès, sœur du baron, parents de l'amiral comte de Brovès.

55. Louis de Lenfant, capitaine au régiment de Toulouse, commissaire provincial et ordonnateur des guerres, Intendant de Monaco, chevalier de St-Louis et de St-Lazare, marié à Draguignan à Anne de Berlier; frère de la marquise d'Argens.

56. Joseph de Croze, gouverneur du fort de N.D. de La Garde, marié en 1725 à Claire de Laurens, sœur de M. de Peyrolles.

57. Esprit-Joseph « de » Laurens, sr de Vauglas, (1691-1752), procureur du roi et subdélégué à Lorgues.

58. Pierre du Grou du Castel (1690-1775), frère du receveur général, officier.

59. Jean-Baptiste-Joseph-Michel du Grou de Sulauze (1707-1763), consul de France à Tunis, fils aîné du receveur général.

60. Marie-Anne de Ripert, dame d'Esclans et Penafort (1679-1742), veuve de François de Raimondis, sgr du Grand Andon (1672-1721), cousin des d'Agay, Rafélis, Laurens et Rasque.

L'engouement des premiers achats se ralentit et en 1735, le président de Laurens de Brüe⁶¹, le grand prévôt de Laurens⁶², M^{lle} de Nolin, achetèrent chacun une action et M. de Montferrat⁶³, neveu de M. d'Agay racheta une demi-action à son oncle. C'est aussi lié au fait que les actionnaires préférèrent être moins nombreux. En un an et demi, 30 actions furent vendues et trois autres en 1736⁶⁴ de telle sorte que l'acte de société fut passé le 1^{er} avril 1736 et enregistré à la Grande maîtrise le 14 mai suivant⁶⁵.

Sur 30 actionnaires, 23 sont nobles et représentent un groupe assez homogènes de Dracénois et Aixois tous parents entre eux. Le groupe de nobles dracénois est entraîné par M. d'Agay, fils du lieutenant général des Soumissions de la sénéchaussée et subdélégué de l'Intendant, Giraud de La Garde. Le père et le fils bénéficient de la protection du cardinal de Fleury ancien évêque de Fréjus⁶⁶. Par sa belle-mère née Rafélis de Callian, il est le cousin germain de M. de Lyle de Callian, gentilhomme grassois, le cousin de M. de Rafélis de Brovès et de la femme de M. de Rasque de Taradeau, née Rafélis de Tourtour. Sa famille est trois fois alliée aux Raimondis, autres parvenus dracénois, devenus la première famille de la ville et divisés en de nombreuses branches dont celle de M^{me} d'Esclans, fille unique d'un riche avocat grassois. Elle a deux filles richement dotées dont l'épouse de M. de Laurens de Peyrolles. Celui-ci, qui vit entre Draguignan et Aix où il sera à la tête des actionnaires, amène son beau-frère, M. de Croze, gouverneur du fort de N.D. de La Garde à Marseille et son cousin germain le grand prévôt de Laurens. Les Laurens, parents des Giraud, des Raimondis, sont des cordonniers dracénois à l'origine avant de passer au Parlement d'Aix. Un autre cousin de ces Messieurs est aussi actionnaire, le chef de famille, le très riche marquis de Brue et de St Martin. À Draguignan, se joint le procureur du Roi en la sénéchaussée, M. d'Augery, fréjussien, non noble mais allié à toutes les familles de la ville. C'est le vieil ami du lieutenant de La Garde et il est très riche. M. Chapman, aussi roturier, est le receveur du tabac de la ville, on lui donne la particule et la qualité d'écuyer qui rendent hommage à son bon ton. M. de Perrot, seigneur d'Avaye et du Bourguet est le fils d'un gentilhomme verrier et secrétaire du Roi, marié à une Brun-Boades, de la famille de la mère du lieutenant de la Garde, Brun du Castellet. Le propre neveu de M. d'Agay, Brun de Montferrat, est d'un rameau de cette famille. M.

61. Pierre-Joseph de Laurens, marquis de St Martin et de Brüe (1668-1755), président à mortier au parlement d'Aix, cousin de MM. de Peyrolles.

62. Jacques de Laurens de Peyrolles (+1788), mestre de camp de cavalerie, lieutenant des maréchaux de France, prévôt général de la maréchaussée, chevalier de St Lazare et ND du Mt Carmel et de St Louis.

63. Balthazard de Brun de Montferrat (1697-1750), receveur des fermes à Barcelonnette, fils d'Elisabeth de Giraud de La Garde, sœur de M. d'Agay.

64. A Pierre Auroy, sieur des Paluds, receveur des fermes du Roi à Fréjus et M^e Meilhe, Notaire de Draguignan.

65. Cet acte n'a pas pu être retrouvé.

66. Cf. Frédéric d'AGAY, « L'Amirauté de Fréjus (1555-1791) », dans *Annales du Sud-Est varois*, Tome XVI, 1991, p. 7-24 et Tome XVII, 1992, p. 21-29.

de Brovès amène son beau-frère, le baron de Glandevès, chef de cette illustre et antique famille provençale qui délaisse souvent l'hiver son château « de la montagne » pour Draguignan où il est l'ami de M. d'Agay et le cousin des Raimondis. À ce groupe se sont joints des bourgeois vivant noblement dans la région, M. « de » Laurens, de Lorgues, M^{lle} « de » Nolin, du Luc, sœur de l'abbé Nolin, directeur des pépinières royales à Paris, M. Auroy receveur des fermes à Fréjus, M. Meilhe notaire et bourgeois de Draguignan.

À Aix, le groupe d'actionnaires est conduit par la famille de Laurens et M. du Grou, receveur général des Domaines et Bois de Provence, l'ami intime du lieutenant de la Garde; sa femme est une parente de M^{me} d'Agay. Le Parlement est représenté par le marquis de Brue, le conseiller de Laugier de Beaurecueil et l'Intendance par Le Guay, secrétaire de l'Intendant, et le subdélégué général Laugier. Le commissaire des Guerres Lenfant est, par sa mère dracénoise, de la famille Berlier.

On voit bien se dessiner le profil des actionnaires de la compagnie des Mines de Provence :

– D'un côté un groupe de Dracénois, des premières maisons de la ville, Giraud, Raimondis, Rafélis, Brun, tous parents entre eux qui constituent le noyau de la cité dont ils détiennent tous les postes. Ils sont issus de cette nouvelle noblesse maintenue par Louis XIV, celle qui a pris le pouvoir dans les années 1660 dans le sillage du Parlement d'Aix. Sont adjoints des nobles grassois de leur parenté, des bourgeois vivant noblement de la ville ou des environs (Lorgues et Fréjus), qui leur sont apparentés, détenteurs de postes importants ou qui ont été élevés avec eux au collège des R.P. de la Doctrine Chrétienne, avec qui ils ont des rapports d'affaire et des liens d'amitié. Aucun n'est très riche, les patrimoines varient entre 120 000 et 150 000 livres. Seuls les Rasque de Taradeau, M^{me} de Raimondis d'Esclans et M. d'Augery sont fortunés.

– D'un autre côté, de riches Aixois du Parlement (le président de Brue, le conseiller de Laugier de Beaurecueil), de l'Intendance (Laugier, Varion), des Finances (Lenfant, du Grou), pour la plupart d'origine dracénoise (Laurens, Berlier, Laugier) et aussi en rapports de parenté, d'amitié et d'affaires avec nos compères dracénois. Ils ont des fortunes nettement supérieures aux Dracénois.

– Seul de tous, le baron de Glandevès représente la vieille noblesse féodale du pays.

Ces familles d'origine nobles différentes tendent à se fondre dans le parlement d'Aix et surtout dans le corps de la Marine qui va réunir tous leurs descendants.

Les travaux de la compagnie

La construction d'une nouvelle fonderie, de trois nouveaux fourneaux de nouveaux logements pour les ouvriers anglais, l'ouverture des mines de

Bagarry et Antibou occupa les premiers mois de 1734. M. O'Connor était sur tous les fronts: « Ni habileté, ni jugement, ni industries manqueront point pour conduire cette entreprise à sa dernière perfection mon honneur y étant si fort engagé aussi bien que mon intérêt⁶⁷ ». À Draguignan, M. d'Agay tenait la comptabilité des sommes qu'il lui envoyait et des fournitures en chandelles, foin, vin, etc. M. O'Connor assurait toutes les dépenses de Vaucron et la paye des ouvriers. M. d'Agay allait aux mines environ tous les deux mois pour examiner l'état des travaux et prendre ensemble des dispositions pour leur avancement. M. O'Connor écrivait à peu près une fois par semaine et faisait part de ses espoirs et déceptions. De 1734 à 1736 les problèmes ne manquèrent pas. Le développement de l'entreprise nécessitait de nouveaux ouvriers, des Catalans et des Allemands sous la conduite d'Anglais et la formation de lavezuses et de journaliers locaux. Les Anglais étaient souvent atteints de fièvres, d'autres prenaient un congé annuel pour se rendre en Angleterre et pendant leur absence le travail était très ralenti.

Si l'extraction du plomb avançait, la fonte du métal et l'extraction de l'argent ne suivaient pas, les fonds diminuaient dans la caisse. M O'Connor voulut trop entreprendre en même temps et croyant à un succès rapide, il consumma trop vite les fonds réunis croyant que les revenus du plomb et de l'argent suffiraient à soutenir le travail avant d'en tirer des bénéfices. De nouvelles actions furent vendues mais, des sommes dues par les premiers actionnaires, on ne récupéra que 700 livres du comte de la Saunière en juillet 1736.

En avril 1735, un an après le début de la compagnie, on avait déjà dépensé 25 000 livres et fin 1736, 55 000 livres, c'est-à-dire que depuis l'installation de M. O'Connor jusqu'au début de l'année 1737 il fut dépensé près de 90 000 livres qui se répartissent comme suit: actions souscrites⁶⁸ (66 100 livres), emprunt de 1736 (7 800 livres), produit des mines (12 000 livres). C'est un chiffre bas, car le produit des mines a dû être plus important et d'autres actions ont été vendues sans qu'on sache quand et à qui. En juillet 1736, M. de Taradeau remplaça M. d'Agay comme trésorier de la compagnie jusqu'en janvier 1737. Et les papiers de la compagnie retrouvés dans les archives de la famille de Rasque de Laval déposées aux Archives départementales du Var ne nous ont pas donnés de renseignements supplémentaires à cet égard.

Concurrence et difficultés financières

Les associés, s'inspirant de l'acte de société de la compagnie d'Alsace dressèrent un acte de société le 1^{er} avril 1736 et tentèrent de prendre exemple sur la réussite de la compagnie des mines du Viennois de M. de Blumens-

67. Lettre de M. O'connor à M. d'Agay, Vaucron, 19 avril 1734, A.A., V-C-8.

68. M. d'Agay emmena aux mines ses vieux amis le comte de Vintimille-Figanières et le marquis de Thomas-Pierrefeu. M. O'Connor pressentit M. Portalis ou de riches Anglais résidents à Avignon comme lord Inverness, mais en vain!

à Marseille le 17 novembre 1736

Compte de vente de 97 Lingots de plomb provenant des mines de Provence
 reçu envoi de Monsieur Martin conor par la tartanne du B^m Bartole,
 & que nous avons fait vendre à Toulouse par le moyen de M^{rs} Desmarais, de
 Montpellier - Savoir

18 Sums à Daubas 1780 net à 20 ¹⁰	£	364.17.6
15 S ^{ts} à foss 1487 idem		304.15.8
10 S ^{ts} à Bonvaite 945 ¹ / ₂ id ^{ts}		193.7.0
12 S ^{ts} à Guibers 1163 idem		238.6.3
42 S ^{ts} à Daupias 4022 id		824.9.8
<u>97 Lingots</u>	£	<u>1925.11.10</u>

Fraix à deduire à Toulouse

Voiture de Cotte à Toulouse du dit plomb pour 8600 poids de marc à 20 ¹⁰	£	86.00
Entree au tande à 207. le %		12.2.6
Port ala maison 400		7.8.00
Provision à 2 ¹ / ₂ %		38.10.00
		<u>144.1.06</u>

Fraix à Montpellier à deduire

	£	1781.10.4
--	---	-----------

Notes de marseille à Cotte par à 6¹/₂% Origue à 10 le % sur
 10371 £ 28.6.6

Dois de tande sur 8643 poids de marc à 5¹/₂ le %
 à 14¹/₂ par livre £ 28.17.10

Pour le faire mettre en magasin à Cotte, expédition
 & port au bateau de Toulouse 10.00

Provision de M^{rs} Desmarais de marseille qui a dirigé
 la vente à 2¹/₂% 35.11.00

Rebas de 10¹/₂ par quintal que nous lui allions
 pour quit fuy-garons des se biturs, & qui venit
 d'abord le produit de ce plomb qui n'est payable
 que dans 3 mois 46.15.00

| | | 144.10.04 |

Fraix de marseille à deduire

	£	1637.5.00
--	---	-----------

Notes de S^t Tropis un par à B^m Bartole 34.00

Bertificat du bureau du poids & Casuig les empron
 du droit, port de Letou Gas 6.10.00

Notre Commission à 2¹/₂% 52.15.00

| | | 73.5.00 |

Net produit

	£	1564.00
--	---	---------

Dont nous Créditons le compte de la Compagnie des mines
 de Provence Isaac Vernet & Co

Isaac Vernet & Co

ARCHIVES
 D'AGAY

Fig. 4 – Compte des ventes de plomb par banquier Isaac Vernet de Marseille du 17 novembre 1736 (Archives d'Agay, V-C-11).

tein⁶⁹. En vain. Les difficultés persistaient et M. O'Connor voulait aller de l'avant en ouvrant les mines de cuivre de Guillaumes. Et la caisse était vide. Ils étaient confrontés à un problème plus général du monde préindustriel qui n'arrivait pas à se familiariser avec un autre mode de gestion que celui du commerce ou de l'agriculture. Le chimiste Jean Hellot juge sévèrement les entreprises de la première moitié du XVIII^e siècle: « Dès qu'au bout de deux à trois ans, ils ne trouvent pas l'intérêt de leur mise à 35 ou 40 %, ils se dégoûtent et prennent le parti inconsidéré de tout abandonner... Il y en a d'autres, pour qui la découverte d'un filon (...) est une perspective de profits si séduisante, qu'ils ne jugent plus l'économie nécessaire. Ils font des dépenses montées sur un ton outré; emploient six fois plus de commis et d'ouvriers qu'il n'en faut. Le filon se coupe; les directeurs ignorent le moyen de le retrouver; on se déconcerte: on a dissipé follement les fonds que cette première richesse avait procurés »⁷⁰.

Comme on n'arrivait pas à trouver de nouveaux associés en Provence avec de l'argent frais, M. O'Connor proposa de solliciter ses amis banquiers à Londres et Paris, notamment Isaac Vernet, à Marseille, « Genevois et de la religion », qui vendait le plomb et l'argent de Vaucron. Les entrepreneurs irlandais et anglais avaient donné l'élan. Les banquiers protestants complétèrent ce mouvement en France avec principalement les Genevois Vernet, Thélusson et Tronchin dans les années 1740-1750⁷¹. Isaac Vernet vint à Aix le 8 février 1736, trouver MM. de Peyrolles et du Grou pour exposer le projet de mettre 12 ou 15 actions en vente dans une nouvelle association, de faire entrer des Anglais de sa connaissance, dont un appointé à 1 500 livres pour tenir les livres en double partie. Il faudrait posséder deux actions pour avoir voix délibérative dans les assemblées. Les associés refusèrent ce projet, sentant que les étrangers se rendraient maîtres de la société, cherchant à faire tomber l'entreprise pour en relever les débris⁷². Le baron de Glandevès revenu de Draguignan à Aix soumit une idée toute simple « Il conviendrait d'avoir recours à des emprunts qui tourneraient (plus) à l'avantage de tous les associés que d'augmenter le nombre des actionnaires⁷³ ». Cette proposition fut adoptée à l'assemblée du 17 avril 1736 et la compagnie emprunta au sein des actionnaires 7 800 livres⁷⁴. En juin MM. d'Agay et de Peyrolles séjour-

69. Originaire de Haute-Autriche, François de Blumenstein se fixa dans le Lyonnais et obtint en 1717 un privilège de vingt ans pour l'exploitation des mines. Cette concession s'agrandit au Forez et au Viennois. Son fils la poursuivit avec le plus grand succès jusqu'à la Révolution. Cf. Raoul PALLUAT DE BESSET, « Gentilshommes mineurs et métallurgistes en Forez: les Kayr de Blumenstein, » dans *Bulletin de La Diana*, Janvier-Mars 1927, p. 33-120.

70. Guy THUILLIER et Arthur BIREMBAUT, « Une source inédite: les cahiers du chimiste Jean Hellot (1685-1766) » dans *Annales Economies Sociétés Civilisations*, 1966, vol. 21, numéro 2, p. 357-364

71. Cf. Anne-Françoise GARÇON, *op. cit.*, p. 83-85.

72. Lettre de M. du Grou à M. d'Agay, Aix, 9 février 1736, A.A., V-D-19.

73. *Idem*.

74. Les associés aixois fournirent 5 400 livres, M. de Taradeau et son frère 600, M^{me} d'Esclans, MM. de Canaux, de Callian et Chapman 300 chacun.

nèrent aux mines pour régler les comptes de M. O'Connor et modérer ses dépenses. Ce dernier avait promis aux actionnaires qu'il n'avait plus besoin que de trois mois pour aboutir à une production rentable. Mais il joua de malheur : pendant l'été les ouvriers anglais tombèrent à nouveau malades et les fontes réussirent très mal. En août il avait déjà dépensé 5 000 livres ! Les associés se trouvèrent alors devant deux solutions : suspendre complètement le travail et renvoyer les ouvriers chez eux, ce que M. O'Connor craignait le plus, ou poursuivre le travail en engageant de nouveaux fonds, ce que beaucoup d'associés ne pouvaient ou ne voulaient faire.

MM. d'Agay, de Laugier et le baron de Glandevès se rendirent aux mines du 23 au 25 août pour conférer avec M. O'Connor. Ce dernier proposa de prendre à bail la mine de Vaucron pendant un an s'engageant à conserver les mineurs, les payer, achever le percement de la mine et donner 2 000 livres de loyer à la compagnie. Ils trouvaient là un grand avantage. Début 1737, les associés de Draguignan proposèrent de continuer à leur compte l'exploitation des mines d'Antibou et de Bogoy avec sept ouvriers, peu de dépenses sous la direction de M. O'Connor et moyennant une participation de 50 livres par action. On suppose que cette résolution fut acceptée et mise en application mais rien ne permet de l'affirmer. Désormais, sans mise de fonds importante, l'entreprise était condamnée à végéter voire disparaître.

Le départ de M. O'Connor et la chute de la compagnie

Depuis le 1^{er} septembre 1736, M. O'Connor continuait seul l'exploitation de Vaucron ; sa foi en l'entreprise ne se démentit jamais, il l'exprime dans toute sa correspondance avec conviction, espérance et patience, mais le produit des mines ne réglait pas sa détresse financière. Un nouveau bail fut signé le 24 mai 1737 qui poursuivait le premier et début 1738 il reçut pour mission de former une nouvelle compagnie, ce qui fut retardé par une longue maladie. M. d'Agay s'installa à Vaucron pour conduire le travail. En mars 1738 il obtint une prorogation de son bail et montra à M. d'Agay des lettres d'Angleterre pour la nouvelle association. Parallèlement il achetait les minerais de plomb du Luc et, mélangeant les comptabilités, accrut le désordre. Enfin, en août 1738, il se décida à partir pour Londres, via Marseille, où il confia ses intérêts au banquier anglais James Warren. M. d'Agay était chargé de la direction des ouvrages à Vaucron. Arrivé à Paris, il entama des négociations avec des compatriotes qui échouèrent à la fin septembre. En 1739, il était passé en Angleterre toujours à la recherche de nouveaux fonds et avec une liste de questions techniques pour l'exploitation de la mine et les opérations de fonte. On perd sa trace à partir de ce moment. Sans doute ne put-il monter une nouvelle compagnie, étant complètement ruiné ? Il dut rester en correspondance avec son ami d'Agay, car celui-ci est dit en 1743 lui avoir succédé dans la concession des mines de Provence. James Warren le banquier

anglais de Marseille qui devait faire passer les fonds fit banqueroute et la compagnie dû poursuivre l'exploitation à ses frais.

La poursuite de l'entreprise par M. d'Agay

M. d'Agay reprit tout en mains et, non content de faire travailler aux mines déjà en exploitation, il sondait de nouveaux gisements en 1739 au Cannet et au Luc. En 1740 il employait encore plusieurs ouvriers mais les fourneaux ne fonctionnaient plus. Pour pouvoir entretenir les travaux, on vendait les mulets, des ustensiles divers et du plomb en vernis. En 1741, M. Ailhaud, ancien secrétaire de M. O'Connor était nommé directeur de la compagnie et exploitait les mines de Valaury et Antibou avec le même optimisme « La situation favorable des mines, soit par la proximité des villes et gros bourgs dont on tire tous les ouvriers dont on a besoin et tout ce qui est nécessaire pour leur entretien, celle de la mer qui n'est qu'à deux ou trois lieux de la plupart de ces mines et les bois inépuisables dont elles sont entourées, tout invite à soutenir une entreprise qui se peut devenir considérable et qui paraît digne de la protection de S.M. et de ses ministres »⁷⁵.

En 1742, dans un « Mémoire concernant les causes du défaut de succès de l'entreprise », M. d'Agay reprenait l'historique de la compagnie. Celle-ci avait dépensé 115 000 livres depuis 1734. Pour parvenir enfin au but, il proposait de vendre par souscription 30 nouvelles actions disant de ses associés: « Ce sont pour la plupart des gentilshommes peu au fait de pareilles entreprises et encore moins en état de les suivre »⁷⁶. Il proposait donc de créer une nouvelle association à Marseille. C'était consacrer l'échec d'une entreprise nobiliaire en la remettant aux négociants. Cette tentative n'eut pas plus de succès que les précédentes. M. d'Agay ne se décourageait pas pour autant: en 1743 il est en correspondance avec M. d'Auvare à Barcelonnette qui lui envoyait des échantillons des mines des Alpes et avec un ancien officier de l'arsenal des galères qui lui proposait de créer une compagnie à Toulon!

Nous ne le retrouvons pas en 1750 dans la compagnie formée par M. de Beaumont, pour exploiter les mines de fer de Rebouillon, qui comprenait M. de Peyrolles. Cette entreprise ne dura qu'une dizaine d'années⁷⁷. Une compagnie de marbre, jaspes et albâtres se créa à Grasse en 1760. En haute Provence, la mine de plomb de Curbans, découverte en 1718, est donnée en concession en 1770 aux deux coseigneurs du lieu et en 1788, M. de Commen-daire, rouvrit la mine de plomb de St Gêniez. Toutes ces mines furent abandonnées pendant la Révolution.

Dans cette idée aristocratique et féodale d'exploitation minière, métallurgique et industrielle, nous trouvons en Provence après la Révolution quelques familles nobles associées dans l'exploitation des mines dans la

75. A.A., V-C-22.

76. A.A., V-C-24.

77. Cf. AD Var, Mines de Rébouillon, 2 J 72.

première moitié du XIX^e siècle: le comte de Castellane, le marquis de Gérin-Ricard et le marquis de Grimaldi de Régusse, descendants des anciens seigneurs de Gréasque, Peypin et Mimet.

CONCLUSION

Ainsi dix ans après la création d'une compagnie minière pour l'exploitation des mines de Provence et plus spécifiquement du plomb argentifère des Maures, l'échec de l'entreprise se confirmait, malgré la volonté opiniâtre d'un Irlandais et de quelques gentilshommes provençaux. Que faut-il incriminer? Le hasard, le manque d'argent, les erreurs techniques, humaines, ou les défauts de mines?

Plus de cent mille livres dépensées, une centaine d'ouvriers employés, plusieurs mines ouvertes avec des puits de 40 mètres, de nombreux bâtiments et fourneaux sont le témoignage de leur ténacité. Certes, cette entreprise ne peut être comparée aux grandes compagnies minières du royaume. À titre d'exemple, exactement à la même époque, en 1732, le négociant morlaisien Guillotou de Kerever, exploitait les mines de Cornouailles avec un capital primitif de 30 000 livres réparties entre des négociants bretons, des banquiers suisses dont Richard, cousin germain d'Isaac Vernet. Après le rachat en 1760 de la mine de plomb de Pont-péan (Ille-et-Vilaine) et de la compagnie des mines de Bretagne, fondée par l'armateur corsaire malouin Danycan, il fut porté à deux millions de livres. La qualité de ces gisements en faisait la première mine métallurgique de France.

Ce n'était pas la volonté ni l'ambition qui manquaient aux associés, mais leurs moyens étaient limités. Ils avaient ouvert trop de mines à la fois un peu partout et sans fonds suffisants. Si certains associés aixois étaient fort riches, les nobles dracénois ne pouvaient soutenir cette aventure. M. d'Agay était lui-même loin de pouvoir le faire.

Les agissements de M. O'Connor avant son arrivée sont demeurés mystérieux et sa personnalité reste un peu troublante, entre l'aventurier et le fanatique: était-il si compétent en matière de mines? Nous croyons qu'il fut néanmoins tout à fait honnête et sincère dans ses témoignages d'amitié avec M. d'Agay et ses rapports avec la compagnie.

La personnalité de M. d'Agay est bien celle d'un gentilhomme du siècle des Lumières qui joue, selon l'expression d'Anne-Françoise Garçon, son rôle de seigneur et d'inventeur et veut être en outre le concessionnaire! Mais les échecs patents de la plupart d'entre eux conduisirent l'administration à substituer la notion de capacité à celle de privilège: «Plutôt que sur l'inventeur, le propriétaire ou le seigneur, le choix administratif se porta sur l'exploitant, seul apte à devenir concessionnaire»⁷⁸.

78. Anne-Françoise GARÇON, *op. cit.*, p. 137.

Il faut d'autre part distinguer ce rôle seigneurial de l'investissement nobiliaire industriel pour la valorisation de capitaux dans le patrimoine industriel dont Guy Richard se fait écho dans un sens plus large. Pour Anne-Françoise Garçon « L'histoire de la Compagnie de Provence, qui tenta d'épauler Martin O'Connor à Vaucron après la fuite des capitaux anglais, illustre tout à la fois l'enfermement auquel pouvait conduire une compréhension par trop terrienne de l'investissement et le danger qu'il y avait à surestimer les capacités d'un gîte »⁷⁹.

Le point crucial est que ces mines n'étaient pas aussi bonnes qu'on le croyait. À la fin du XVIII^e siècle un allemand, Hirk exploita les mines de La Moure sans réussite⁸⁰. Darluc dans son *Histoire naturelle* explique qu'il y eut un conflit entre un nommé Carro – dont le nom ne figure dans aucun document d'archives – envoyé par des entrepreneurs anglais et O'Connor : « Une fatale mésintelligence, qui se mit entre les deux concessionnaires, fut cause qu'ils se brouillèrent bientôt et le dernier venu expulsa le premier, qui disparut tout à coup, sans savoir ce qu'il devint. L'ouvrage se continua toujours sous la direction du Sr. Oquenor (sic). Le filon de la mine ne s'épuisait pas et on se flattait d'en trouver quelque autre. En 1743, on discontinua les travaux (...) De nouveaux entrepreneurs firent exploiter d'autres mines mais sans trop de succès. Le nommé Valentin Reik, suisse, retiré en ce lieu, attaqua une autre mine d'alquifoux, près la Moure, qui lui rendit assez pendant quelques années »⁸¹.

Le comte de Villeneuve-Flayosc, le premier minéralogiste à les avoir examinées était persuadé au XIX^e siècle que les mines ne pouvaient pas soutenir la concurrence des mines d'Espagne et que l'argent y était en trop petite quantité. « Les fouilles entreprises en 1821, sur le filon de Cogolin, celles faites en 1829 et 1830 sur le filon de Saint-Clément, vers Miramas; enfin celles que fit en 1834, sur les filons de La Moure, la compagnie Magnan de Kothen⁸², ont toutes confirmé la pensée de l'irrégularité de ces gisements ».⁸³ Noyon, l'auteur de la *Statistique du département du Var*, parle de la mine de plomb sulfuré de La Garde-Freinet, exploitée par des Anglais, qui « fut abandonnée treize ans après⁸⁴ » et de la concession éphémère de 1833 à Magnan de Khoten. Une entreprise se fixa à nouveau à Vaucron en 1881 qui passa ses droits à Séverin Decuers, maire de Fréjus. Il fonda avec des capitaux belges la Société

79. *Idem*, *op. cit.*, p. 138.

80. Étienne GARCIN, *Dictionnaire historique et topographique de la Provence ancienne et moderne*, 2 vol., Draguignan, 1835 : « L'Anglais O'Connor et l'Allemand Hirk exploitèrent longtemps pendant le siècle passé, et avec avantage l'un la mine de Vaucron, l'autre celle de Mourgues. »

81. Michel DARLUC, *Histoire naturelle de la Provence*, Avignon, 1782-86, T. III, p. 300-1.

82. Les deux frères Joseph (1782-1865) et Bernard (1784-1873) Magnan, négociants et industriels en huile de graines et soude à Marseille, associés au baron suédois von Kothen dans la compagnie Magnan de Kothen.

83. Comte de VILLENEUVE-FLAYOSC, *op. cit.*, p. 509.

84. Draguignan, 1846, p. 65.

des mines de Vaucron en 1890. Elle poursuit l'exploitation jusqu'en 1915, extrayant 2 000 tonnes de plomb, 3 000 tonnes de zinc et un peu de fluorite⁸⁵.

Il ne reste plus aujourd'hui de toute cette effervescence qu'un site au milieu des chênes et des châtaigniers, où le promeneur peut contempler les entrées des mines et galeries, fermées pour la plupart, des bâtiments en ruine et le barrage de la laverie ? Avec quelques documents manuscrits, c'est tout ce qui demeure pour évoquer la compagnie des mines de Provence.

Frédéric d'AGAY

85. Cf. Gilbert MARI, *Mines et minéraux de la Provence cristalline, Maures-Estérel-Tanneron*, Nice, 1979, p. 100.

